



PRÉFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement
R.L.

**Arrêté préfectoral portant approbation
du Plan de Prévention des Risques Technologiques
de l'établissement SOGIF
sur le territoire des communes de Douai, Sin le Noble et Waziers**

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L. 515-15 à L. 515-25 et ses articles R. 515-39 à R. 515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 211-1, L. 230-1 et L. 300-2 ;
Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L. 15-6 à L. 15-8 ;
Vu la loi 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;
Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
Vu les arrêtés préfectoraux autorisant l'exploitation régulière des installations de l'établissement SOGIF, implanté sur le territoire de la commune de Waziers ;
Vu l'arrêté préfectoral du 15 février 2007 modifié le 5 décembre 2008, portant création du comité local d'information et de concertation autour des établissements SOGIF Douai et Waziers ;
Vu la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relative au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturels ;
Vu l'avis du conseil municipal de la commune de Waziers en date du 18 septembre 2008 adoptant le périmètre d'étude du PPRT ;
Vu l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2008 modifié le 29 avril 2009, de prescription du plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement SOGIF sur la commune Waziers ;
Vu l'arrêté préfectoral de prorogation en date du 22 avril 2010 portant le délai d'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques de l'établissement SOGIF à Waziers de 18 mois à 26 mois ;

Vu l'avis favorable des personnes et organismes associés, à savoir :

- Comité Local d'Information et Concertation (CLIC) de SOGIF à Waziers : avis favorable dans sa séance du 10 juin 2010 ;
- Société SOGIF à Waziers : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le président du Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais ou son représentant : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le président du Conseil Général du Nord ou son représentant : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le maire de Waziers : avis favorable par délibération du 17 mai sous réserve de la prise en compte de ses remarques formulées lors du conseil municipal du 27 avril 2010 ;
- Le maire de Douai : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le maire de Sin le Noble : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le président de la Communauté d'Agglomération du Douaisis : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le président du Syndicat Mixte du SCOT Grand Douaisis : avis favorable par délibération du 6 mai 2010 sous réserve de la prise en compte de ses remarques.

Vu la décision du Président du Tribunal Administratif de Lille en date du 24 juin 2010 portant désignation du commissaire enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2010 prescrivant une enquête publique du 1^{er} septembre 2010 au 1^{er} octobre 2010 inclus sur le projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques SOGIF sur les communes de Douai, Sin le Noble et Waziers ;

Vu le rapport établi par le Commissaire Enquêteur et ses conclusions favorables au projet en date du 7 octobre 2010 ;

Vu les pièces du dossier ;

Vu l'avis de Monsieur le sous-préfet de Douai en date du 20 octobre 2010

Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, et de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord en date du 5 novembre 2010

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord

ARRETE

Article 1^{er} :

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques de l'établissement SOGIF situé sur le territoire de la commune de Waziers, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2 :

Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L. 126.1 du Code de l'Urbanisme et devra être annexé aux plans locaux d'urbanisme des communes de Douai, Sin le Noble et Waziers.

Article 3 :

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques comprend :

- une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques ;
- des documents graphiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du code de l'environnement ;
- un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :
 - les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
 - l'instauration du droit de délaissement ou du droit de préemption ;
 - les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- les recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- une annexe au règlement décrivant les effets retenus dans le cadre de l'élaboration du PPRT.

Le dossier sera tenu à disposition du public à la Préfecture du Nord ainsi que dans les mairies des communes de Douai, Sin le Noble et Waziers, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public.

Article 4 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 5 : Un extrait du présent arrêté sera publié en caractères apparents dans les journaux :

- la gazette Nord-Pas-de-Calais
- Liberté Hebdo

Le présent arrêté sera affiché dans les locaux des mairies de Douai, Sin le Noble et Waziers, pendant un mois minimum. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord.

Article 6 : Messieurs le secrétaire général de la préfecture du Nord, le sous-préfet de Douai, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord/Pas-de-Calais, le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord, les chefs de services déconcentrés concernés, les maires des communes de Douai, Sin le Noble et Waziers, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à :

- Monsieur le directeur de la société SOGIF,
- Monsieur le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile,
- Monsieur le président du conseil régional du Nord/Pas-de-Calais ou son représentant,
- Monsieur le président du conseil général du Nord ou son représentant,
- Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération du Douaisis ou son représentant,
- Monsieur le président du syndicat mixte du SCOT Grand Douaisis ou son représentant,
- Messieurs les membres du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) des établissements SOGIF Douai et Waziers.

Lille, le

23 NOV. 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint,

Yves de Roquefeuil



P.J. : 5 annexes

- note de présentation
- règlement
- recommandations
- note descriptive des effets retenus pour le PPRT
- plan de zonage réglementaire